Islamophobie, sionisme, exploitation, les trois maux de l’Etat

Comité Action Palestine (19 mars 2021)

Depuis le discours d’Emmanuel Macron aux Mureaux sur le «séparatisme islamiste», le rouleau compresseur de l’islamophobie est remis en marche dans la pure tradition coloniale et raciste à la française. La «loi séparatisme» est une injonction venue d’en haut et somme tous les musulmans d’accepter leur subordination à une lecture religieuse définie par le pouvoir. L’Etat laïc endosse les habits du théologien et cette définition religieuse est en dernière instance une définition politique : l’Etat de droit administre la sphère religieuse musulmane en imposant les règles d’organisation du culte, la tenue vestimentaire, les porte-paroles légitimes et les théologiens solubles dans la République. De ce point de vue, il agit comme les dictatures du monde arabe. Contrôler le religieux pour contrôler le peuple. L’Etat laïc français fait dans le trafic d’opium du peuple.

Selon E. Macron, la loi «séparatisme» doit «conforter les principes républicains», mais en réalité elle traduit le souhait de l’Etat d’émanciper

les musulmans
malgré eux, sans eux et surtout contre eux. La France n’a pas rompu avec son
histoire. L’assimilationnisme colonial est toujours de rigueur. Et l’arbitraire
aussi : fermeture de lieux de culte et d’établissements scolaires,
perquisitions humiliantes, enfants en garde à vue pour apologie du terrorisme,
etc… La répression est aveugle. Les musulmans, hommes, femmes, enfants, sont
traités sans ménagement et désignés comme l’ennemi intérieur. Ils sont soumis à
un état d’exception islamophobe. Après deux ans de lutte «Gilets jaunes» et
dans la perspective des élections présidentielles en 2022, le gouvernement
français a choisi l’option de la diversion et de la manipulation pour faire
oublier le désastre économique qui s’annonce et une gestion calamiteuse de la
crise sanitaire.

L’Etat français jette la suspicion sur les musulmans en France, mais il entretient de très bonnes relations avec les Etats musulmans qui n’hésitent pas à financer et promouvoir le terrorisme sous toutes ses formes contre les peuples. Business is business, on ferme les yeux sur les crimes commis par l’Arabie Saoudite dont le dirigeant n’hésite pas à découper en morceaux un opposant ou à massacrer le peuple yéménite. Sans légitimité populaire, ces dictatures arabes usent de la force permanente contre leurs peuples, qu’elles n’hésitent pas à plonger dans un bain de sang, mais elles sont faibles face au camp occidental, et en premier lieu face à la plus grande puissance de ce camp, les Etats-Unis. Jouant habilement de leur faiblesse, les Américains leur tordent le bras facilement pour qu’ils normalisent leurs relations avec Israël.

Le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, le Maroc et le Soudan font partie de cette liste infâme d'Etats qui trahissent la cause du peuple palestinien en normalisant leurs relations avec Israël. L'élection de Joe Biden à la Présidence des Etats-Unis ne changera rien en Palestine. Donald Trump a affiché plus clairement une position sioniste et antipalestinienne que ses prédécesseurs et que son successeur démocrate Joe Biden. Mais celui-ci est plus sournois et plus tacticien et les Palestiniens n'en attendent rien. Ils ne sont pas dupes et connaissent cette histoire dans leur chair.

Entre le marteau américain et l'enclume populaire, la marge de manœuvre des dictatures arabes est étroite. Mais c'est la seule sur laquelle elles puissent compter pour préserver les intérêts des classes dirigeantes totalement corrompues et prédatrices. Sans capacité à produire du développement, sinon à reproduire l'endettement colossal et l'emprise des grands groupes capitalistes mondiaux sur leur destin économique, il reste à ces Etats l'option de la violence contre leurs peuples et celle de la soumission aux grandes puissances. L'économie vassalisée aux capitaux étrangers et une élite politique se donnant aux plus offrants tracent un avenir où les soulèvements populaires s'inscriront dans la durée.

Les rapports sociaux et les modèles économiques issus de la colonisation et de la décolonisation ne peuvent plus répondre aux aspirations populaires à l'égalité. Ils craquent de tous les côtés. Au Sénégal, en Algérie, au Liban et ailleurs, les peuples se soulèvent, tentent de briser leurs chaînes. Les façades démocratiques ne trompent plus personne et ont fait leur temps comme illusion. Elles s'effritent à vue d'œil, notamment à chaque élection. La conscience populaire a bien vu que l'électoralisme se réduit à un parlementarisme vénal avec des élus véreux qui participent de la mascarade démocratique alors que le pouvoir réel se situe soit entre les mains d'un prince, soit dans des conclaves de l'armée, voire dans les salons dorés de quelque ambassade occidentale.

Le Comité Action Palestine considère que, partout dans le monde, l’injustice et l’esclavage des peuples doivent être combattus, et en particulier en Palestine. Que ce soit en France, au Sénégal ou en Palestine occupée, la solidarité entre les peuples doit triompher des puissances étatiques soumises à la dictature de l’argent et du profit.